



Centrale d'achats des CROUS

Cahier des clauses particulières-
Marché national de fourniture :
articles d'art de la table à usage
unique.

Appel d'offres ouvert n° 2025011

Table des matières

Article 1	Identification des parties contractantes	3
Article 1.1	Identification du pouvoir adjudicateur	3
Article 1.2	Identification de l'opérateur économique.....	4
Article 1	Objet et caractéristiques de l'accord-cadre	4
Article 1.1.	Objet de l'accord-cadre.....	4
Article 1.2.	Nomenclature des prestations - Classification CPV.....	4
Article 1.3.	Généralités.....	5
Article 1.4.	Allotissement	5
Article 1.5.	Lieux d'exécution	5
Article 1.6.	Forme et modalités de financement de l'accord-cadre	6
Article 1.7.	Durée et date de début de l'accord-cadre	6
Article 1.8.	Montant de l'accord-cadre	6
Article 1.9.	Financement de l'accord-cadre.....	7
Article 1.10.	Modifications de l'accord-cadre	7
Article 2	Pièces contractuelles du marché public.....	7
Article 3	Obligations du titulaire.....	8
Article 3.1.	Obligation de résultat	8
Article 3.2.	Obligations diverses liées à l'organisation, au contrôle et à la continuité du service	9
Article 3.3.	Transport et distribution.....	9
Article 3.4.	Confidentialité.....	9
Article 3.5.	Assurance.....	10
Article 4	Modalités d'émission des bons de commande et des bons de livraison.....	10
Article 4.1.	Bon de commande	10
Article 4.2.	Bon de livraison.....	11
Article 4.3.	Documents à fournir	11
Article 5	Description des prestations	11
Article 5.1.	Modalités de livraison	11
Article 5.2.	Garanties.....	12
Article 6	Spécificités techniques.....	12
Article 6.1.	Normes et spécifications techniques à respecter	12
Article 6.2.	Emballages et conditionnements.....	16
Article 6.3.	Étiquetage.....	16
Article 6.4.	Engagement sur les marques et produits	16
Article 6.5.	Evolutions et mises en conformité.....	17
Article 6.6.	Fiche technique.....	17

Article 7	Modalités de contrôle, suivi et relations commerciales.....	18
Article 7.1.	Suivi de l'accord-cadre	18
Article 7.2.	Contrôles et vérifications exercés par chaque adhérent.....	18
Article 7.3.	Contrôles et vérifications exercés par la Centrale d'achats	19
Article 7.4.	Encadrement des relations commerciales	20
Article 7.5.	Portée des clauses du présent CCP	20
Article 8	Prix de l'accord-cadre	20
Article 8.1.	Référence et consistance des prix.....	20
Article 8.2.	Forme des prix	21
Article 8.3.	Clause de remise sur les prix publics.....	22
Article 8.4.	Promotions et nouveaux produits.....	23
Article 8.5.	La particularité de la théorie des circonstances imprévues	23
Article 8.6.	Clause de sauvegarde	24
Article 8.7.	Clause butoir	24
Article 8.8.	Date de formation des prix et facturation.....	24
Article 9	Modalités de règlement, facturation, délais de paiement et intérêts moratoires.....	25
Article 9.1.	Facturation électronique obligatoire	25
Article 9.2.	Délais de règlement	26
Article 9.3.	Intérêts moratoires	27
Article 9.4.	Défaut de paiement	27
Article 9.5.	Avances	28
Article 9.6.	Acomptes	28
Article 9.7.	Cession ou nantissement de créance.....	28
Article 10	Les pénalités, ajournement et rejet	29
Article 11	Principes et motifs de résiliation	29
Article 11.1.	Motifs de résiliation	29
Article 11.2.	Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	29
Article 11.3.	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	30
Article 12	Droit, langue, monnaie et juridiction applicable en cas de litige	30
Article 13	Dérogations au CCAG-FCS	31

Article 1 Identification des parties contractantes

Le présent accord-cadre est conclu entre les parties définies ci-après.

Article 1.1 Identification du pouvoir adjudicateur

L'acheteur public est la Centrale d'achats des Crous, représentée par sa Directrice générale, Madame Marjorie BRETTELLE, nommée par le pouvoir adjudicateur en la personne de la Présidente du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, Madame Bénédicte DURAND.

En application de l'article R. 822-3 du Code de l'éducation tel que modifié par l'article 1er du décret du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires, le centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS), établissement public à caractère administratif, a décidé, dans les conditions prévues par la réglementation des marchés publics, de constituer une Centrale d'achat chargée de passer des marchés publics, conclure des accords-cadres ou acquérir des fournitures ou services pour le compte des centres régionaux, des établissements d'enseignement supérieur, des organismes de recherche et des autres organismes publics accueillant des publics pouvant bénéficier des prestations et services fournis par le réseau tel que défini à l'article R. 822-1 du Code de l'éducation.

Les statuts de la Centrale d'achats ont été votés lors du Conseil d'Administration du CNOUS du 09 février 2017.

La Centrale d'achats des Crous obéit par ailleurs aux dispositions prévues par les articles L. 2113-2 à L. 2113-5 du Code de la commande publique.

Les acheteurs bénéficiaires (ci-après « adhérents ») du présent accord-cadre sont :

- ❖ Le Crous Aix-Marseille-Avignon ;
- ❖ Le Crous Amiens Picardie ;
- ❖ Le Crous Bordeaux-Aquitaine ;
- ❖ Le Crous Bourgogne-Franche-Comté ;
- ❖ Le Crous Clermont Auvergne ;
- ❖ Le Crous Créteil ;
- ❖ Le Crous Grenoble Alpes ;
- ❖ Le Crous Lille Nord Pas-de-Calais ;
- ❖ Le Crous Limoges ;
- ❖ Le Crous Lyon ;
- ❖ Le Crous Lorraine,
- ❖ Le Crous Montpellier-Occitanie ;
- ❖ Le Crous Nantes Pays de la Loire ;
- ❖ Le Crous Nice-Toulon ;
- ❖ Le Crous Normandie ;
- ❖ Le Crous Orléans-Tours ;
- ❖ Le Crous Paris ;
- ❖ Le Crous Poitiers ;
- ❖ Le Crous Reims ;
- ❖ Le Crous Rennes Bretagne ;
- ❖ Le Crous Strasbourg ;

- ❖ Le Crous Toulouse-Occitanie ;
- ❖ Le Crous Versailles ;
- ❖ HEC ;
- ❖ ESCP BUSINESS SCHOOL ;
- ❖ CESFO ;
- ❖ CCIP ;
- ❖ INSPE.

En sa qualité de Centrale d'achats, d'autres établissements pourront adhérer en cours de marché et bénéficier de ses conditions.

Article 1.2 Identification de l'opérateur économique

L'opérateur économique attributaire est ci-après désigné par le « titulaire ».

Par dérogation à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre, qui se rapportent :

- ❖ Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société ;
- ❖ A la forme de l'entreprise ou de la société ;
- ❖ A la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination ;
- ❖ A l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société ;
- ❖ Au capital social de l'entreprise ou de la société ;
- ❖ A la fusion de l'entreprise avec un tiers ;
- ❖ A la cession de l'entreprise, à la cession d'une ou de plusieurs branches ;
- ❖ D'activités de l'entreprise ou de cessions d'actifs ;
- ❖ Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Ces modifications font l'objet soit d'un certificat ordre de service émanant du pouvoir adjudicateur soit d'un avenant signé par les deux parties.

Article 2 Objet et caractéristiques de l'accord-cadre

Article 2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet de fournir à l'ensemble des adhérents de la Centrale d'achats des articles d'art de la table à usage unique.

Article 2.2. Nomenclature des prestations - Classification CPV

La classification CPV de l'accord-cadre est la suivante :

39222100-5	Fournitures jetables pour restauration
39222110-8	Couteaux et assiettes jetables

Article 2.3. Généralités

L'accord-cadre de fourniture intègre une série de prestations indispensables à son exécution et qui sont les suivantes :

- ❖ Réception des commandes ;
- ❖ Traitement des commandes ;
- ❖ Suivi de la bonne exécution de l'accord-cadre ;
- ❖ Transport, acheminement et remise des commandes aux destinataires et aux différents points de livraison

Les produits et articles concernées par le présent accord-cadre sont indiquées au bordereau de prix unitaires (B.P.U.).

Le titulaire est tenu de fournir les produits et articles indiqués dans le B.P.U.

Le titulaire est tenu de respecter les éléments sur la base desquels il s'est engagé dans le cadre de sa réponse technique.

Les prestations sont décrites de manière plus détaillée aux articles suivants du présent C.C.P.

Article 2.4. Allotissement

Par dérogation aux dispositions des articles L.2113-10, R.2113-1 et suivants du Code de la commande publique, le présent marché est conclu sans allotissement.

Cette décision est justifiée par la nature des prestations attendues, qui présentent un caractère homogène et nécessitent une coordination technique et opérationnelle forte, ne permettant pas une séparation en lots distincts sans nuire à l'efficacité de l'exécution du marché.

En effet, un allotissement pourrait compromettre la cohérence, la qualité ou la continuité du service attendu, et entraîner des surcoûts de gestion administrative et de coordination.

Article 2.5. Lieux d'exécution

La liste des sites de résidence et de restauration figure à l'annexe n°1 du C.C.P.

La Centrale d'achats communique aux titulaires les nouveaux points de livraison selon les adhésions reçues par de nouveaux établissements au cours du présent accord-cadre.

Article 2.6. Forme et modalités de financement de l'accord-cadre

Conformément à l'article L.2125-1 du Code de la commande publique, le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, selon des modalités prévues par l'accord-cadre.

Article 2.7. Durée et date de début de l'accord-cadre

Le marché est passé pour une période de 12 mois, à compter du 6 janvier 2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

Il pourra être reconduit de manière tacite trois fois pour des périodes de 12 mois sans que la durée d'exécution de l'accord-cadre ne dépasse 48 mois, reconductions comprises.

Un bon de commande pourra s'exécuter dans un délai de 4 mois après la date de fin de l'accord cadre.

L'article R.2162-5 du Code de la commande publique prévoit que les bons de commande ne peuvent-être émis que pendant la durée de validité de l'accord-cadre auquel ils se rattachent.

La Centrale d'achats se réserve le droit de reconduire ou de ne pas reconduire le marché. Le marché pourra être dénoncé expressément par le pouvoir adjudicateur dans un délai de deux mois avant la date anniversaire par courrier recommandé avec accusé de réception.

Article 2.8. Montant de l'accord-cadre

Conformément à l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu sans montant minimum. Le montant maximum annuel du marché est de 11 400 000 € HT.

A titre indicatif et non contractuel, le montant estimatif annuel des dépenses est de :

Montant estimatif annuel	Part catalogue
3 800 000 euros HT	5%

Article 2.9. Financement de l'accord-cadre

L'accord-cadre est financé à partir des fonds propres de chacun des adhérents de la Centrale d'achats.

Article 2.10. Modifications de l'accord-cadre

Qu'elles soient apportées par voie conventionnelle ou unilatéralement les modifications impactant le présent marché ne peuvent changer sa nature globale.

Modification en cours d'exécution

Conformément aux dispositions combinées des articles L2194-1 et R2194-2 et suivants du Code de la commande publique, le présent marché pourra faire l'objet de modifications par le biais d'avenants dans les cas suivants :

- ❖ Des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- ❖ Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- ❖ Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- ❖ Les modifications ne sont pas substantielles ;
- ❖ Les modifications sont de faible montant.

Pouvoir de modification unilatérale

Conformément à l'article L2194-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut apporter unilatéralement une modification à un contrat administratif soumis au Livre 1er de la 2ème Partie du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions combinées du 4° de l'article L6 et de l'article L2194-2 du Code de la commande publique, lorsque le pouvoir adjudicateur use de ce pouvoir de modification unilatéral, le titulaire a droit au maintien de l'équilibre financier du contrat.

Article 3 Pièces contractuelles du marché public

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissant.

- ❖ L'acte d'engagement ATTR11, transmis par la Centrale d'achats à l'opérateur économique ou au groupement d'opérateurs économiques auquel il a été envisagé d'attribuer l'accord-cadre et ses annexes :
 - L'annexe 1 : Les bordereaux de prix unitaires (B.P.U) ;
 - L'annexe 1 bis : Annexe financière (notation catalogue) ;
 - L'annexe 2 : Le Cadre de réponse technique (C.R.T.) ;
 - L'annexe 3 : Fiche synthétique ;

- ❖ Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes, pour l'ensemble des lots :
 - L'annexe n°1 : « liste des sites résidences et restauration » ;
 - L'annexe n°2 : « pénalités » ;
 - L'annexe n°3 : « agents comptables » ;
 - L'annexe n°4 : « manuel utilisation BNA fournisseurs » ;
 - L'annexe n°5 : « charte graphique » ;
- ❖ Les fiches techniques des produits BPU - en format PDF – datant de moins d'un an conformément au CRT. S'il existe une fiche technique industrielle, la joindre en plus de celle du distributeur.
- ❖ Copies intégrales des certifications et labels.
- ❖ Le catalogue en format Excel, avec le prix des tarifs généraux et tarifs remisés avec le pourcentage de remise indiqué ;
- ❖ Les bons de commande ;

Pièce générale :

- ❖ Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés de fournitures courantes et de services ;

Article 4 Obligations du titulaire

Article 4.1. Obligation de résultat

La prise en charge des prestations définies au présent marché constitue un contrat avec obligation de résultat.

Le titulaire s'engage :

- ❖ A assurer la réception, le traitement et la livraison des commandes de l'ensemble des produits faisant l'objet du présent marché. Le titulaire est également responsable des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement ;
- ❖ A livrer des produits qui répondent aux spécifications, normes et prescriptions prévues par les lois, règlements et décisions en vigueur au jour de la commande en ce qui concerne leur appellation, dénomination, origine, état, qualité, composition, conditionnement, présentation, emballage, étiquetage et transport ;
- ❖ A faire des offres régulières, acceptables et appropriées lors de la sollicitation pour les bons de commande ;

- ❖ A proposer en premier lieu, pour toute commande d'un produit issu du catalogue, à la personne chargée des commandes, un produit équivalent issu du BPU.

Article 4.2. Obligations diverses liées à l'organisation, au contrôle et à la continuité du service

Le titulaire s'engage :

- ❖ A assumer, sous leur responsabilité exclusive, dans leurs locaux, lieux de stockage et camions de livraison, au sein des locaux des adhérents, l'hygiène, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de leur personnel ;
- ❖ A contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui leur est confiée, et le respect des consignes données à leur personnel ;
- ❖ A assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent accord-cadre, soit parfaitement remplie ;
- ❖ A faire en sorte que leurs interventions ne provoquent aucune gêne des occupants, de service, ni désordre dans les locaux.

Le titulaire ne peut se prévaloir, pour éluder les obligations du présent accord-cadre, ou pour élever une réclamation, des sujétions qui peuvent être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment pour l'interruption ou le report de toute opération décidée par n'importe quel adhérent de la Centrale d'achats.

Article 4.3. Transport et distribution

Le titulaire est tenu de livrer sur l'ensemble des sites de livraison du présent accord-cadre, dans le respect des plages horaires définies avec chaque adhérent. Les risques afférents au transport des produits jusqu'au lieu de livraison incombent au titulaire.

Article 4.4. Confidentialité

Le titulaire et son personnel sont tenus, sans limitation de durée, par une stricte obligation de secret et de discrétion concernant les informations de toute nature, écrites ou orales, relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel de l'ensemble des adhérents de la Centrale d'achats que l'exécution du présent accord-cadre les amènerait à connaître.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation lèse les intérêts des adhérents de la Centrale d'achats et engagerait sa responsabilité.

Article 4.5. Assurance

Le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de contrats d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la Centrale d'achats, des adhérents et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de l'accord-cadre. Cette justification est effectuée au moyen d'une attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

La prise d'effet de l'accord-cadre est subordonnée à la remise de l'attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution, le titulaire doit être en mesure de fournir cette attestation d'assurance sur demande du n'importe quel adhérent dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès de la Centrale d'achats, envers les tiers, y compris le personnel d'un des adhérents, de tous les accidents qui pourraient se produire dans l'accomplissement de sa mission.

La responsabilité des titulaires s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par contrat et ne se termine qu'à l'expiration de ce dernier.

Leur responsabilité protège la Centrale d'achats contre toute réclamation pour blessures et dommages aux biens, d'où qu'elle provienne.

Article 5 Modalités d'émission des bons de commande et des bons de livraison

Article 5.1. Bon de commande

Par principe, et sauf dérogation expresse d'un des adhérents, les bons de commande doivent mentionner :

- ❖ Le numéro unique d'identification du bon de commande ;
- ❖ Le numéro de référence de l'accord-cadre ;
- ❖ Le lot concerné ;
- ❖ L'adhérent concerné ;
- ❖ L'unité de gestion et l'établissement ayant passé la commande ;
- ❖ La désignation complète du produit et la référence du B.P.U. ;
- ❖ Les quantités demandées ;
- ❖ Le conditionnement ;
- ❖ La date et le lieu de livraison ;
- ❖ Les prix unitaires H.T. livrés ;
- ❖ Le montant global H.T. de la commande.

Chaque adhérent se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur les bons de commande. Aucune quantité minimale de commande ne saurait être imposée.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS., le titulaire bénéficie d'un délai de deux jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion, pour notifier au signataire du bon de commande toutes les observations qu'il estime nécessaires.

Article 5.2. Bon de livraison

A chaque bon de commande doit correspondre un ou plusieurs bons de livraison remis, par le titulaire au responsable du service acquéreur.

Le bon de livraison comprend, au minimum, les renseignements suivants :

- ❖ Le nom du fournisseur ;
- ❖ La référence du bon de commande ;
- ❖ La nature des fournitures livrées ;
- ❖ Les quantités des fournitures livrées.

Le double du bon de livraison, signé par le réceptionnaire, vaudra procès-verbal de réception.

Article 5.3. Documents à fournir

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison.

Documentation technique : le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation rédigée en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

Article 6 Description des prestations

Article 6.1. Modalités de livraison

Les différents points de livraison sont indiqués au sein de l'annexe n° 1 du présent C.C.P

Le titulaire est réputé connaître la diversité des structures des adhérents de la Centrale d'achats.

Les frais de transport des fournitures sont à la charge du titulaire.

Le titulaire est tenu de livrer les articles aux heures décidées par chaque responsable de site.

Le titulaire est tenu de s'assurer des contraintes techniques et des conditions d'accès aux lieux de livraison. Le titulaire supporte seul les frais afférents au déchargement de marchandises pondéreuses, fragiles ou volumineuses.

Article 6.2. Garanties

Les prestations font l'objet de la garantie contre les vices cachés, c'est-à-dire ceux les affectant préalablement à leur admission, qui ne pouvaient être légitimement connus par l'acheteur et qui les rendent impropres à l'usage auquel l'acheteur les destine ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne les aurait pas acquises ou n'en aurait donné qu'un moindre prix s'il les avait connus.

En cas de vices cachés, l'acheteur peut décider d'appliquer une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des vices cachés constatés ou d'exiger le remplacement de la prestation ou encore de prononcer la résolution du bon de commande.

Article 7 Spécificités techniques

Article 7.1. Normes et spécifications techniques à respecter

Il appartient au titulaire de vérifier la conformité au regard de la réglementation en vigueur des produits fournis, des processus de transformation et des procédures de livraison. Tout changement dans la réglementation sera immédiatement applicable.

Le titulaire certifie avoir pris connaissance et appliquer des dispositions réglementaires applicables, et notamment celles indiquées ci-après (liste non exhaustive).

Les articles prévus au marché seront conformes au règlement (CE) n°1935/2004 (ou « règlement cadre ») du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 définit les exigences générales qui s'appliquent aux matériaux et objets destinés à entrer en contact directement ou indirectement avec les denrées, produits et boissons alimentaires.

Par denrées alimentaires, on entend les denrées au sens de l'article 2 du règlement (CE) n°178/2002.

La présente consultation permettra la mise à disposition de produits conformes à la Stratégie nationale pour la réduction, le réemploi et le recyclage des emballages en plastique à usage unique – dite 3R – ainsi que le Programme national de l'alimentation et de la nutrition.

Conformément à la LOI n°2020-105 du 10 février 2020, relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, dite loi AGECE, les emballages plastique non recyclable sont exclus de cette consultation.

Les articles seront conformes au règlement (CE) n° 2023/2006 relatif aux règles relatives aux bonnes pratiques de fabrication (BPF) des groupes de matériaux et d'objets destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires qui figurent à l'annexe I du règlement (CE) n°1935/2004 et des combinaisons de ces matériaux et objets ou des matériaux et objets recyclés utilisés dans ces matériaux et objets. Les candidats se conformeront aux dispositions de ce règlement par la mise en place d'un système d'assurance qualité pour la fabrication, la transformation et la distribution des matériaux et objets destinés à entrer au contact des aliments. Les dispositions du règlement (CE) n° 2023/2006 (spécifiquement consacrées aux bonnes pratiques de fabrication des encres d'impression et des matériaux et objets imprimés seront également appliquées.

Les matériaux et objets, y compris les matériaux et objets actifs et intelligents, sont fabriqués conformément aux bonnes pratiques de fabrication afin que dans des conditions normales ou prévisibles de leur emploi, ils ne cèdent pas aux denrées des constituants en une quantité susceptible de :

- ❖ Présenter un danger pour la santé humaine ;
- ❖ Entraîner une modification inacceptable de la composition de la denrée ;
- ❖ Altérer les propriétés organoleptiques de la denrée alimentaire.

Les vérifications reposent sur l'application de méthodes d'analyses réglementaires, ou, si de telles méthodes n'existent pas, sur des méthodes reconnues sur le plan international ou à défaut d'autres méthodes appropriées au vu de l'objectif poursuivi.

Les objets en matières plastiques destinés au contact des denrées alimentaires, y compris les emballages, les contenants, les ustensiles et d'autres produits similaires devront être conformes au règlement UE n°10/2011.

Les plastiques proposés devront être apte au contact alimentaire conformément au règlement (UE) n° 10/2011 de la Commission du 14 janvier 2011 modifié par le règlement 2023/1442.

Pour être déclaré apte au contact alimentaire selon la norme 10/2011, un emballage plastique doit :

- Avoir ses constituants sur la liste positive du règlement 10/2011 modifié par le règlement 2023/1442
- Respecter les limites de migrations spécifiques et/ou les quantités maximales tolérées des composées soumis à restriction
- Respecter les migrations globales

Prouver que les composés non-concernés (solvants, pigments) ne présentent pas de risques en s'appuyant sur d'autres textes.

Afin de tenir compte des caractéristiques technologiques spécifiques de chaque type de matériaux et objets soumis aux dispositions du règlement, les restrictions et les conditions d'utilisation et les substances employées pour leur fabrication peuvent être définies dans des mesures spécifiques de l'Union Européenne.

Ces mesures spécifiques peuvent comporter :

- ❖ des listes positives de substances autorisées ;
- ❖ des critères de puretés applicables à certaines de ces substances ;
- ❖ des conditions particulières d'emploi ;
- ❖ des limites de migration spécifiques ;
- ❖ une limite de migration globale ;
- ❖ des mesures concernant le contact buccal.

Les mesures spécifiques de l'UE concernent principalement les matériaux suivants :

- ❖ matières plastiques [Règlement UE n°10/2011 du 14 janvier 2011] ;
- ❖ matières plastiques recyclées [Règlement CE n°282/2008 du 27 mars 2008] ;
- ❖ matériaux actifs et intelligents [Règlement CE n°450/2009 du 29 mai 2009] ;
- ❖ céramiques [Directive 84/500/CE du 15 octobre 1984] ;
- ❖ pellicule de cellulose régénérée [Directive 2007/42/CE du 29 juin 2007] ;

En l'absence de mesures spécifiques de l'Union européenne, le règlement cadre n'empêche pas les États membres de maintenir ou d'adopter des dispositions nationales sous réserve qu'elles respectent le principe de reconnaissance mutuelle.

Les produits proposés au marché seront conformes à ces mesures spécifiques.

Les articles soumis à des traitements ionisants seront exclus du marché.

L'ensemble des références prévues au règlement cadre, proposées par les candidats, feront l'objet d'une déclaration de conformité au contact alimentaire, annexée au fiches techniques (Cf. CRT). La déclaration de conformité est établie de telle sorte que les articles qu'elle couvre soient facilement identifiables (description des articles, informations de traçabilité, références, photographie, etc.). Elle précisera l'usage attendu de la référence.

La déclaration de conformité sera émise par l'exploitant (la ou les personnes physiques ou morales chargées de garantir le respect des prescriptions du règlement CE n°1935/2004 dans l'entreprise qu'elles contrôlent).

En cas de modifications réglementaires ou de changements susceptibles d'entraîner une modification de l'inertie du matériau ou de l'objet (composition ou pureté des substances ou des matériaux et objets), la déclaration de conformité sera actualisée et transmise sans délai à la Centrale d'achats des Crous (centrale@crous.fr).

En application de l'article L. 423-3 du code de la consommation, les opérateurs professionnels (fabricants, importateurs, distributeurs...) doivent, dès qu'ils en ont connaissance, informer les autorités compétentes ainsi que la Centrale d'achats des Crous (alerte.sanitaire@lescrous.fr) et les adhérents des risques présentés par les produits destinés au consommateur qu'ils ont mis sur le marché et des mesures qu'ils ont prises pour écarter ces risques. Cette obligation s'applique aussi aux matériaux destinés au contact des denrées alimentaires.

Conformément au règlement (CE) n°2023/2006 les candidats auront prévu la création et le maintien d'une documentation appropriée, mise à la disposition lors des audits de la Centrale d'achats des Crous à leur demande. Cette documentation peut contenir :

- ❖ Les informations de traçabilité, le cas échéant les registres de production ;
- ❖ Les informations relatives aux différentes opérations de fabrication effectuées présentant un intérêt du point de vue de la conformité ou de la sécurité du produit fini ;
- ❖ Les conditions d'entreposage et de manipulation, dans le but notamment d'éviter les contaminations par maculage ;
- ❖ Les résultats du système de contrôle de la qualité ;
- ❖ Les formules de fabrication, spécifications et critères de pureté des matières premières sélectionnées, les analyses de risque, les changements de fournisseurs (...)
- ❖ Les conditions et résultats des essais portant sur les produits finis ;
- ❖ Les déviations et actions correctives prises en cas de dérive de fabrication.

Les matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires (MCDA) en « fibres de bambou » (ou autres fibres végétales) additionnés de résines plastiques sont soumis à la réglementation sur les MCDA, notamment le règlement cadre (CE) n°1935/2004. Seules les substances figurant dans la liste positive du règlement (UE) n°10/2011, modifiée par le Règlement (UE) 2023/1442 de la Commission du 11 juillet 2023, peuvent être utilisées intentionnellement dans les MCDA plastiques. En revanche elles ne sont pas applicables aux produits entièrement constitués de bambou ou de fibres naturelles.

Les résines plastiques additionnés de fibres de bambou, feront l'objet d'un dossier de demande d'autorisation des fibres de bambou en tant qu'additif dans les matières plastiques. Les fibres de bambou feront l'objet d'une évaluation par l'Autorité Européenne de sécurité sanitaire des aliments (EFSA) conformément à la procédure établie aux articles 8 à 12 du règlement (CE) n°1935/2004.

Les produits en fibre de bambou prévus au marché seront soumis à cette procédure (ajout à la liste positive du règlement (UE) n°10/2011). Les candidats fourniront l'ensemble des pièces justificatives à la mise en place de ces démarches.

Les candidats adapteront leur offre, conformément à la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.

Conformément à l'article 73 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et décret n° 2016-1170 du 30 août 2016, les gobelets, verres et assiettes jetables « en matière plastique, sauf ceux compostables en compostage domestique et constitués, pour tout ou partie, de matières biosourcées ». Ces dispositions concernent les pailles, les couvercles à verre jetables, les couverts en plastique, les bâtonnets mélangeurs pour boisson, les bouteilles en polystyrène expansé destinés à la consommation sur place ou à emporter.

Les articles seront conformes à Loi EGalim et en particulier à l'article 28 concernant l'interdiction d'utiliser des contenants en plastique pour la cuisson, le réchauffage et le service en restauration scolaire, universitaire et accueillant des enfants de moins de 6 ans.

Les références composées de papier ou de fibre de bois seront issues de forêts dites durables feront l'objet d'une certification forestière de type FSC, PEFC ou équivalente.

Conformément à l'article 24 de la loi Climat et résilience, les candidats prévoiront pour les articles dédiés la vente à emporter des contenants composés de matières recyclables.

Les références proposées par les candidats seront conformes au Décret n° 2020-1828 du 31 décembre 2020 relatif à l'interdiction de certains produits en plastique à usage unique.

Les articles proposés par les candidats seront réputés sans perturbateurs endocriniens, conformément au règlement 1272/2008.

Les emballages constitués de polymères ou de copolymères styréniques, non recyclables sont exclus de la consultation.

Sont considérés comme produits en plastique, les références conformes à la définition de l'article 541-330 du code de l'environnement.

Les articles décrits « OK COMPOST » ou équivalents seront conformes à la Norme européenne EN 13432.

Les articles décrits comme « OK HOME COMPOST » ou équivalent seront conformes à la Norme européenne EN13432.

Les encres d'impression seront compatibles aux méthodes de compostage et biodégradation.

Conformément à la loi AGECE, l'utilisation d'huiles minérales dans les encres sera totalement interdite.

Les produits seront conformes aux dispositions du règlement européen (UE) 2025/40 relatif aux emballages et déchets d'emballages.

Article 7.2. Emballages et conditionnements

Les emballages et conditionnements seront conformes à la réglementation française et Européenne en vigueur. Ils permettront la conservation optimale des articles.

En fonction des produits et de leurs réglementations spécifiques, les notices d'utilisation seront fournies.

Les emballages plastiques seront conformes aux objectifs du Décret n° 2021-517 du 29 avril 2021 relatif aux objectifs de réduction, de réutilisation et de réemploi, et de recyclage des emballages en plastique à usage unique pour la période 2021-2025.

Les produits seront conformes aux dispositions du règlement européen (UE) 2025/40 relatif aux emballages et déchets d'emballages.

Les emballages constitués de polymères ou de copolymères styréniques, non recyclables sont exclus de la consultation.

Article 7.3. Étiquetage

Les articles proposés seront conformes aux dispositions de l'article 15 du « règlement cadre » relatives à l'étiquetage et la traçabilité.

Conformément à l'article 17 du « règlement cadre », la traçabilité des matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires est assurée à tous les stades afin de faciliter les contrôles, le retrait des produits défectueux du marché, l'information des consommateurs ainsi que la détermination des responsabilités.

Conformément à la directive (EU) 2019/904, dite directive SUP, il est obligatoire de faire apparaître sur les gobelets jetables un marquage informant de la présence de plastique dans le produit et aussi des risques à abandonner le produit dans la nature. Ces deux marquages doivent être imprimés directement sur l'emballage ou apposés via un autocollant.

Pour l'ensemble des articles de vaisselle à usage unique, il est de rigueur d'ajouter sur le produit ou packaging la mention « ne pas jeter dans la nature ».

Conformément à la loi AGECL et l'article 17 (Anti-gaspillage pour une économie circulaire), les références du marché devront présenter le **logo Triman** et la **cartouche Info-tri** afin d'informer les consommateurs sur les consignes de tri des déchets et optimiser leur recyclage.

Les produits labellisés ou certifiés présenteront les logos correspondants selon les conditions prévue par leur cahier des charges.

Article 7.4. Engagement sur les marques et produits

Le titulaire est tenu de livrer des produits correspondants aux marques renseignées dans son offre.

En cas de rupture de stock, définitive ou ponctuelle, ou de tout évènement ayant pour effet la disparition ou la non-commercialisation d'une marque, le titulaire est tenu d'en informer, par courriel, **dans un délai de 5 jours ouvrés**, la Centrale d'achats et de proposer un produit de substitution.

Ainsi, deux situations sont à distinguer :

- ❖ Dans la configuration d'une rupture définitive d'un produit ou de plusieurs produits : le titulaire ne pouvant, en aucun cas, imposer unilatéralement une nouvelle marque, le changement de marque sera soumis à l'approbation de la Centrale d'achats après envoi de fiches techniques et d'échantillons.
- ❖ Dans la configuration d'une rupture ponctuelle, le titulaire propose :
 - ❖ Soit un article équivalent de même nature prévu au BPU et possédant un tarif qui soit le plus avantageux possible au client ou bien au tarif du produit livré ;
 - ❖ Soit un article équivalent, de marque différente et non prévu au BPU mais repris du catalogue, possédant un tarif qui soit le plus avantageux possible pour le client.

A noter, qu'en cas de proposition de la part du titulaire d'un produit de remplacement plus cher que le produit initial en rupture sera d'office refusé. Tous les articles de remplacement doivent être au prix de l'article initialement commandé par le client.

Ces éléments seront transmis pour approbation à la Centrale d'achats à l'adresse : centrale@crous.fr

A défaut d'accord avec le titulaire, chaque adhérent de la Centrale d'achats peut décider de recourir à un autre fournisseur conformément aux dispositions de l'article 12.2 du présent CCP, ou d'appliquer les clauses prévues à l'article 45 du CCAG-FCS.

Article 7.5. Evolutions et mises en conformité

Dans le cadre de l'amélioration des pratiques, le titulaire s'engage, sans contrepartie financière, à faire bénéficier aux adhérents :

- ❖ Toute évolution technique dont il serait détenteur et qui améliore l'utilisation ou la sécurité des produits ;
- ❖ Toute mise en conformité technique résultant d'une évolution ou d'une modification législative ou réglementaire pour l'ensemble des produits.

Article 7.6. Fiche technique

Les FT devront *a minima* indiquer :

- ❖ Le numéro d'article du produit (colonne A du BPU) ;
- ❖ La description du produit ;
- ❖ Les conditions d'utilisation des produits et précautions d'emploi ;
- ❖ Les conditions de conservation et de stockage ;
- ❖ Les pictogrammes réglementaires ;
- ❖ Les conditionnements ;
- ❖ La composition du produit ;

- ❖ Les caractéristiques technologiques des produits ;
- ❖ Les normes applicables ;
- ❖ Les certificats de contact alimentaire ;
- ❖ Les coordonnées du fabricant, distributeur ou exportateur.

Les FT seront accompagnées des certificats d'aptitude au contact alimentaire ainsi que les labels ou certification éventuels.

Pour les produits « destinés au contact alimentaire », les fiches techniques devront préciser le cadre réglementaire de référence.

Il est précisé que les fiches techniques doivent être renouvelées à chaque modification et à chaque date d'anniversaire du marché. Lors de leur transmission, elles doivent impérativement avoir été établies depuis moins d'un an.

Article 8 Modalités de contrôle, suivi et relations commerciales

Article 8.1. Suivi de l'accord-cadre

Le titulaire est tenu de communiquer à chaque adhérent un référent afin d'assurer le suivi des prestations courantes du présent accord-cadre.

Le titulaire est par ailleurs tenu de communiquer à la Centrale d'achats un contact privilégié chargé du suivi global de l'accord-cadre. Le titulaire est tenu de communiquer à la Centrale d'achats un contact privilégié chargé de la qualité et la sécurité sanitaire.

Un compte rendu de suivi commercial devra être envoyé à : centrale@crous.fr au semestre.

Les coordonnées des personnes représentant le titulaire sont indiquées au cadre de réponse technique. En cas de changement, le titulaire est tenu d'en avertir la Centrale d'achats ainsi que l'adhérent concerné.

Les dysfonctionnements mineurs qui pourraient survenir au cours de l'exécution de l'accord-cadre sont traités au niveau de chaque unité de gestion et de l'adhérent concerné.

Les dysfonctionnements majeurs qui pourraient survenir au cours de l'exécution de l'accord-cadre sont traités par la Centrale d'achats.

Il est entendu par dysfonctionnement majeur les changements unilatéraux de prix et toute récurrence de dysfonctionnements mineurs.

Article 8.2. Contrôles et vérifications exercés par chaque adhérent

Chaque adhérent se réserve le droit de procéder à tout type de contrôles afin de s'assurer de la quantité et de la qualité des prestations du présent accord-cadre.

Chaque adhérent de la Centrale d'achats se réserve le droit de vérifier l'exactitude des bons de livraison et des factures par rapport aux éléments sur lesquels le titulaire s'est engagé dans le cadre de son offre.

Les adhérents de la Centrale d'achats suivent, pour la part qui les concerne, l'évolution de la volumétrie de vente du présent accord-cadre et veillent au respect de la part catalogue.

Article 8.3. Contrôles et vérifications exercés par la Centrale d'achats

La Centrale d'achats se réserve le droit de vérifier, par tous moyens, la loyauté et la sincérité des prix pratiqués par le titulaire.

Le titulaire est tenu de présenter à la Centrale d'achats, mensuellement ou sur demande dans un délai de 5 jours, un compte rendu regroupant : La consommation globale et détaillée par adhérent (BPU, catalogue), sous la forme du tableau Excel © ou équivalent suivant :

Adhérent	Site livré	Marché et lot	Produits BPU ou catalogue	Libellé produit titulaire	Poids livré	Nombre de livraison	Poids moyen livré	Coût moyen livré	C.A. hors TVA

La Centrale d'achats se réserve le droit de vérifier, par tous moyens, la loyauté et la sincérité des prix pratiqués par le titulaire.

La Centrale d'achats se réserve également le droit de réaliser des audits au sein des usines du titulaire et de ses fournisseurs ou producteurs.

La Centrale d'achats se réserve également le droit de réaliser des analyses bactériologiques sur les produits du présent accord-cadre.

La Centrale d'achats vérifie, par tous moyens, que le titulaire est en conformité avec les exigences fixées au présent CCP.

Le titulaire est tenu de fournir, sur simple demande de la Centrale d'achats et dans un délai de deux jours ouvrés, tout élément prouvant ou susceptible de prouver le respect des règles de salubrité et de sécurité imposée dans le cadre de la réglementation intéressant sa profession.

Les différents documents, comptes-rendus et demandes doivent impérativement être transmis à l'adresse mail suivante : centrale@crous.fr sans quoi ils seront considérés comme non reçus et soumis à l'annexe 2 pénalités.

La non remise de ces documents entraînera pour le titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité conformément à l'annexe 2 du C.C.P.

Aussi, le titulaire se doit de répondre à toutes demandes d'informations relatives au suivi des marchés à la Centrale d'achats dans un délai raisonnable de 5 jours ouvrés, sans quoi il s'expose à des pénalités équivalentes à celles précitées.

Article 8.4. Encadrement des relations commerciales

La Centrale d'achats dispose de l'exclusivité des relations commerciales suivantes :

- ❖ Ajout et suppression d'articles ;
- ❖ Offres promotionnelles ;
- ❖ Suivi et statistiques de vente ;
- ❖ Suivi des rapports de visite et d'audits ;
- ❖ Suivi des non-conformités majeures.

Ces éléments seront communiqués pour validation à l'adresse générique : centrale@crous.fr

Article 8.5. Portée des clauses du présent CCP

Toute tolérance ou permission de l'une des parties au présent accord-cadre concernant le respect des clauses du présent CCP ne saurait être considérée comme une renonciation à demander l'exécution desdites clauses.

Article 9 Prix de l'accord-cadre

Article 9.1. Référence et consistance des prix

Les prix sont déterminés par les prix unitaires tels qu'ils figurent dans les B.P.U.

Toute demande ne figurant pas sur les BPU fera l'objet d'un devis avec accord pour validation de la Centrale d'achats.

Le nombre de références dans le BPU peut être modifié à la marge, dans la mesure où cela correspond à une demande récurrente des adhérents ou à une évolution des pratiques.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement (RP), au stockage, à l'emballage, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison, au déchargement ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations y compris la taxe sur les activités polluantes, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, les cotisations, contributions, et autres droits et accises.

Par ailleurs, les frais de manutention, de préparation, de stockage, de transport et de fourniture qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Article 9.1.1 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code Général des Impôts.

Article 9.2. Forme des prix

En application de l'article R.2112-13 du Code de la commande publique, les prix du BPU sont révisibles annuellement, à date d'anniversaire du marché et devront être remis à la centrale 1 mois avant leur date d'application.

La formule de révision des prix comporte une partie fixe et une partie variable.

La formule de révision des prix est soumise à un coefficient de stabilisation, appelé CS et égal à 0.30 (stockage et pertes 12% + valeur ajoutée 14% + emballage 4%).

La formule de révision des prix est la suivante :

$$PR = PO \times [CS + (0.7 \times CV)]$$

Dans cette formule :

PR est le prix HT au jour de la révision,

- PO correspond au prix HT initial de l'offre du candidat,
- CS est le coefficient de stabilisation de 0.30 (30%),
- CV est le coefficient de variation qui résulte du rapport suivant : IR/IO ou CR/CO avec IR ou CR dernier indice ou cotation connus au moment de la révision et indice IO ou la cotation CO correspondant à la valeur de l'indice ou de la cotation connue au moment de la remise des offres.

Pour les révisions suivantes, les modalités seront les mêmes en remplaçant les valeurs de PO, IO, CO par celles de la dernière révision en date.

Les indices sont présents sur le BPU pour chaque ligne produit.

En cas d'interruption momentanée de la parution d'une cotation ou d'un indice, la valeur applicable est la dernière publiée. En cas d'interruption définitive de la cotation ou de l'indice, les parties aux présents marchés conviendront d'une autre cotation ou indice à appliquer.

Les prix catalogue devront être renseignés remise inclus.

La révision du catalogue sera annuelle à date anniversaire et à faire parvenir à la Centrale sous format Excel un mois avant leur date d'application. Les prix catalogue s'entendent donc fermes pour une année.

Par dérogation aux articles 10.1.1 et 10.2.2 du CCAG FCS, tous les prix du présent accord-cadre sont révisibles en cas de rupture d'approvisionnement d'une matière rentrant dans la composition du produit ou pour toute imprévision.

Les produits concernés peuvent être substitués à d'autres articles, en priorité du B.P.U., dont le prix est négocié avec la Centrale d'achats.

Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier la rupture d'approvisionnement, la volatilité des cours ou l'impossibilité de maintenir aux conditions tarifaires la fourniture de produits.

En cas d'interruption momentanée de la parution d'une cotation ou d'un indice, la valeur applicable est la dernière publiée. En cas d'interruption définitive de la cotation ou de l'indice, les parties au présent accord-cadre conviendront d'une autre cotation ou d'un autre indice à appliquer. Cette modification fera l'objet d'un avenant.

Si les révisions annuelles ne sont pas faites pour causes de retard ou de stabilité du marché, il conviendra pour la prochaine révision de prendre les derniers indices connus au moment de la révision annuelle, qu'elle soit faite ou non.

La demande de révision émane du titulaire de l'accord-cadre. Elle doit parvenir au pouvoir adjudicateur par courriel à centrale@crous.fr un mois avant la date anniversaire du marché. La demande de révision est accompagnée du justificatif de demande de révision de prix et faisant apparaître les prix initiaux et les prix révisés demandés.

En l'absence de révision de prix effectuée par le titulaire dans les délais requis, les prix initiaux ou éventuellement déjà révisés de l'accord-cadre (derniers prix en vigueur) sont maintenus jusqu'à la prochaine date anniversaire de notification du marché (prochaine révision). Aucun recours ne sera possible.

Article 9.3. Clause de remise sur les prix publics

Un seuil de commande et un taux de remise sur les prix publics sont précisés ci-après.

Le seuil de commande annuel s'apprécie au regard du chiffre d'affaires global de l'ensemble des adhérents, part catalogue comprise.

Seuil de commande annuel en € HT	Taux de remise
De 0 € à 499 999 €	0 %
De 500 000 € à 1 499 999 €	3 %
De 1 500 000 € à 2 999 999 €	3,5 %
A partir de 3 000 000 €	4 %

La remise sur les prix publics s'applique à tous les adhérents, indépendamment du chiffre d'affaires généré par chacun.

La remise sur les prix publics fait l'objet d'un bon de remise globalisé transmis à la Centrale d'achats à chaque date anniversaire. Cette dernière centralise la collecte des remises pour le compte de l'ensemble de ses adhérents.

Pour le calcul de la dernière remise sur les prix publics du marché, les seuils sont proratisés au regard de la durée de la dernière période couverte.

La remise sur les prix publics est assujettie à la T.V.A.

Article 9.4. Promotions et nouveaux produits

Si au cours de la période d'exécution du marché, des articles appartenant au marché faisaient l'objet d'une vente promotionnelle, à des prix inférieurs au marché, le fournisseur s'engage à en faire bénéficier à la Centrale d'achats ainsi que ses adhérents sans que cela ne donne lieu à une facturation spéciale.

L'offre promotionnelle peut entraîner pour lesdits produits des changements ponctuels de références. Ces dernières sont alors de facto intégrées au marché.

Lorsque le titulaire établit un catalogue « Promotions », il le transmet à la Centrale d'achats.

Les commandes qui en découleront seront automatiquement intégrées au niveau de la facturation dans les produits non listés dits « produits catalogue ».

Article 9.5. La particularité de la théorie des circonstances imprévues

Conformément aux dispositions des articles L. 2194-1 et R. 2194-1 du Code de la commande publique, les parties conviennent que la révision des prix pourra être envisagée en cas de circonstances imprévues affectant l'exécution du présent marché. L'imprévision pourra être invoquée lorsque l'exécution du contrat devient plus difficile ou onéreuse en raison d'événements exceptionnels et imprévisibles qui n'étaient pas prévus au moment de la conclusion du marché. Ces circonstances imprévues doivent être objectives, c'est-à-dire totalement indépendantes de la volonté des parties et ne pouvant être anticipées par une diligence raisonnable.

En particulier, la révision des prix pourra intervenir en cas de variation significative et imprévisible des coûts des matières premières, des énergies ou en cas de changements législatifs ou réglementaires non anticipés. Ces événements doivent entraîner un bouleversement substantiel de l'équilibre financier du marché, qu'il s'agisse d'une hausse ou d'une baisse des prix. L'article 24 du CCAG-FCS précise que lorsque l'exécution du marché devient plus coûteuse en raison de telles circonstances imprévues, une révision des prix peut être envisagée.

Il est entendu que toute demande de révision des prix ou modification des conditions d'exécution en raison de l'imprévision devra être formalisée par écrit et accompagnée des justifications nécessaires, telles que la présentation de factures d'achats ou de tout document justifiant de l'imprévision invoquée. Cette demande devra être formulée sans délai, après que l'événement imprévu soit survenu et ait eu un impact direct sur l'exécution du marché.

L'imprévision ne pourra être invoquée que si l'événement en question ne pouvait en aucun cas être prévu lors de la signature du marché. En outre, toute demande de révision ou de modification doit être proportionnée à l'impact réel de l'événement imprévu sur l'exécution du contrat. Le titulaire du marché devra apporter la preuve que l'imprévision est avérée et que les conditions d'exécution du marché sont désormais modifiées de manière substantielle. Si l'imprévision n'est pas avérée ou si l'événement invoqué ne répond pas aux critères ci-dessus, la demande de révision des prix ou de modification des conditions d'exécution sera rejetée.

En cas d'accord sur la révision, un avenant formalisera la révision des prix ou toute autre adaptation nécessaire aux nouvelles conditions d'exécution du marché, afin de garantir l'équilibre financier et contractuel du marché initial.

Article 9.6. Clause de sauvegarde

Au cas où interviendraient des hausses de prix supérieures à 5% du prix initial et à 2% de la clause butoir, sauf cas exceptionnels de type imprévision, la Centrale se réserve le droit de :

- ❖ Réduire les prestations initialement prévues, et poursuivre l'exécution de l'accord-cadre à la condition que le titulaire justifie, une telle hausse, par tout moyen ;
- ❖ Résilier purement et simplement le marché, sans que le fournisseur puisse prétendre à aucune indemnité.

La Centrale d'achats dispose d'un délai 60 jours calendaires maximum à compter de la réception des nouveaux tarifs, pour les accepter ou les refuser. Notification de la décision est faite au titulaire dans le délai précité.

Article 9.7. Clause butoir

La majoration du prix par l'effet de la révision ne peut pas être supérieure à 2% du prix de l'année précédente pour chaque article défini par sa référence article détaillée entrant dans le périmètre de l'accord cadre.

La Centrale d'achats dispose d'un délai de 60 jours calendaires maximum à compter de la réception des nouveaux tarifs, pour les accepter ou les refuser. La décision d'acceptation ou de refus est notifiée au titulaire.

Article 9.8. Date de formation des prix et facturation

L'article R.2162-5 du Code de la commande publique prévoit que les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée de validité du marché auquel ils se rattachent.

Les loyers à payer sont ceux applicables à la date de la commande. Les loyers sont mensuels. Les livraisons peuvent toutefois intervenir au-delà de la date de fin de marché dans le respect des conditions fixées à l'article R.2162-5 du Code de la commande publique.

Sauf avis contraire de l'un des adhérents, la rémunération du titulaire est versée après la réception, par l'unité de gestion concernée, de la facture correspondant à la livraison.

Les factures doivent notamment comprendre, outre les mentions légales :

- ❖ Le numéro de facture ;
- ❖ Le numéro de l'accord-cadre ;
- ❖ Le numéro du lot ;
- ❖ Les noms et adresses du créancier ou la raison sociale ;
- ❖ Le numéro du registre du commerce et le numéro SIRET ;
- ❖ Le numéro de son compte bancaire international IBAN, conforme à l'acte d'engagement ;

- ❖ La date de commande ;
- ❖ La date et le lieu de livraison ;
- ❖ Le produit livré ;
- ❖ Le conditionnement ;
- ❖ Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage ;
- ❖ Les prix unitaires et totaux H.T. et T.T.C avec le détail des taxes ou droits réglementaires si concerné ;
- ❖ Les frais supplémentaires de livraison dans les cas où les montants de franco ne sont pas atteints.

Chaque adhérent se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur la facture. Les prix à payer sont ceux applicables à la date de la commande.

Le titulaire est informé qu'il ne doit pas regrouper dans une même facture la facturation d'articles figurant au BPU et d'articles commandées au titre de la part catalogue du marché.

En cas de demande d'un adhérent, le titulaire doit être en mesure de proposer une facturation mensuelle. Une facturation à la décade peut aussi être demandée par l'adhérent.

Le titulaire appliquera un système de compensation kilométrique au niveau de chaque adhérent de la Centrale d'achats. Ce système prendra en compte la somme des forfaits kilométriques des bons de commande signés par l'adhérents sur une année N et le rapprochera des kilomètres effectivement roulés cette même année N.

Par ailleurs, le titulaire est informé qu'une facturation dématérialisée est mise en place. Chaque adhérent communique aux titulaires les éléments pratiques permettant la dématérialisation des factures via Chorus Pro.

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures dématérialisées sont transmises via la plateforme <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Article 10 Modalités de règlement, facturation, délais de paiement et intérêts moratoires

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique sur présentation de factures au nom du titulaire précisé à l'acte d'engagement.

Article 10.1. Facturation électronique obligatoire

En application des articles L. 2192-1 et suivants et Article D. 2192-1 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire doit transmettre ses factures sous forme électronique.

Conformément à l'article D. 2192-2, la facture électronique doit comporter les éléments suivants :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
5. Le code d'identification du service en charge du paiement ;
6. La date de livraison des fournitures ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
11. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures doivent également comprendre, outre les mentions légales :

- ❖ Le numéro de l'accord-cadre ;
- ❖ Le numéro de son compte bancaire international IBAN, conforme à l'acte d'engagement ;
- ❖ Le numéro de nomenclature concerné ;
- ❖ La date d'émission du bon de commande ;
- ❖ Le lieu de livraison ;
- ❖ Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage,
- ❖ Les prix unitaires et totaux H.T. et T.T.C.

Chaque adhérent se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur la facture.

Pour faciliter la facture électronique, la plateforme Chorus Pro permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

La transmission par la solution Chorus Pro constitue désormais l'unique mode autorisé de transmission des factures aux entités publiques. En cas d'envoi d'une facture par une autre voie, il sera rappelé au titulaire l'obligation de se conformer à l'envoi par voie électronique et la facture sera rejetée en application de l'article R. 2192-3 du Code de la commande publique.

Article 10.2. Délais de règlement

Sauf avis contraire de l'un des adhérents, la rémunération du titulaire est versée après la réception, par l'unité de gestion concernée, de la facture correspondant à la livraison.

Les délais de règlement applicables sont de 30 jours à compter de la réception de la facture, les paiements ne s'effectuant qu'après certification du service fait.

Sauf avis contraire de l'un des adhérents pour des raisons structurelles liées à l'organisation de leurs services, la rémunération du titulaire est versée après la réception de la facture correspondant à la

livraison. En aucun cas, le délai de paiement ne pourra être supérieur au délai de 30 jours dans les conditions prévues ci-avant.

Conformément à l'article R. 2192-15 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne court pas lorsque la facture a été transmise en dehors de la solution Chorus Pro.

En effet, en application de l'article R. 2192-15 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne court qu'à compter de la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro.

Article 10.3. Intérêts moratoires

Conformément aux dispositions combinées du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, des articles L2192-10 et suivants et des articles R2192-10 et suivants du Code de la commande publique :

- Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification à l'adhérent du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro ;
- Le retard de paiement est constitué lorsque les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par l'adhérent à l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement ;
- Dès le lendemain de l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché et jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros ;
- Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire prévue à l'alinéa précédent, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification ;
- Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Article 10.4. Défaut de paiement

Conformément aux dispositions du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union Européenne en matière économique et financière, notamment son titre IV.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre

de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Article 10.5. Avances

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, et sous respect des conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique le versement d'une avance peut être prévu.

Une avance pourra être versée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le taux d'avance est fixé à 10 %.

Son montant excédant 5%, l'avance ne sera versée qu'après constitution d'une garantie à première demande conformément aux dispositions des articles R.2191-36 à R.2191-42 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'imputera par précompte dès la première facture émise au titre des prestations dont le montant est compris dans l'assiette de celle-ci

Article 10.6. Acomptes

En application de l'article R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la commande publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le cas échéant, le montant versé au titulaire est diminué de la fraction correspondante de la retenue de garantie mentionnée aux articles R.2191-32 à R.2191-35 du Code de la commande publique.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Dans le cadre du présent accord, et lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article 19 de la Loi du 5 juillet 1996, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce maximum est ramené à un mois à la demande du titulaire.

Article 10.7. Cession ou nantissement de créance

Les créances nées ou à naître, concernant le présent accord-cadre peuvent être cédées ou nanties. La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R.2191-61 du Code de la commande publique est l'agent comptable du Cnous.

Le représentant du pouvoir adjudicateur remet au titulaire la copie du présent accord revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en un exemplaire unique en vue de lui permettre de céder ou de nantir des créances en résultant.

En cas de cotraitance, la copie du présent accord certifiée conforme à l'original en un unique exemplaire, destinée à être remise à un établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance, est délivrée au mandataire du groupement solidaire.

Toute cession ou nantissement est adressé à l'agent comptable du CNOUS.

Par ailleurs, les fournisseurs étrangers ne peuvent céder ou nantir leur marché que sur la base du montant hors TVA.

Article 11 Les pénalités, ajournement et rejet

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les titulaires ne sont pas exonérés des pénalités dont le montant total ne dépasserait pas mille euros hors taxes (1000€HT).

La liste des pénalités, et les montants associés, sont définis en annexe n°2 du présent CCP.

Les pénalités sont prononcées par l'adhérent concerné ou la Centrale d'achats. Le titulaire est tenu de fournir, à chaque date anniversaire et à la Centrale d'achats, la liste des pénalités versées.

Les pénalités et réfections sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable. Toutefois, le délai à partir duquel sera décompté les jours de retard devra être justifié par le service bénéficiaire par tout moyen de preuve (fait générateur) et notamment un message informant le titulaire de la situation.

En cas de contestation le titulaire devra informer la personne publique dans un délai maximal de 8 jours calendaires à compter de la réception de ce décompte. Passé ce délai, son silence vaudra acceptation des pénalités et réfections.

La décision d'admission, d'ajournement, ou de rejet est prise par le directeur du site concerné ou son représentant.

Article 12 Principes et motifs de résiliation

Article 12.1. Motifs de résiliation

Outre les cas de résiliation mentionnés au chapitre 7 « Résiliation » du CCAG-FCS que la Centrale d'achats se réserve le droit d'appliquer, celle-ci peut demander la résiliation du présent accord-cadre aux torts du titulaire dans les conditions décrites à l'annexe n°2 du présent CCP.

Toutes résiliations prononcées aux torts du titulaire ne donnent lieu à aucune indemnisation.

Article 12.2. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Le présent CCP prévoit, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, que l'adhérent peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord prononcée aux torts du titulaire.

Les modalités d'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire sont fixées par l'article 45 du CCAG-FCS.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du présent accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 12.3. Résiliation pour motif d'intérêt général

La Centrale d'achats peut mettre fin à l'accord-cadre, pour motifs d'intérêt général à tout moment par décision de résiliation.

Article 13 Droit, langue, monnaie et juridiction applicable en cas de litige

En cas de litige, le droit français est applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent donc être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Les contestations qui pourraient subvenir entre la Centrale d'achats et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les dispositions administratives et financières sont réputées acceptées sans réserve par les deux parties. En cas de litige portant sur des problèmes techniques et plus généralement dans le cadre de service régulier du titulaire, la loi française est seule applicable.

Avant tout recours contentieux, les parties peuvent convenir d'engager avec le titulaire un processus transactionnel.

Les parties peuvent aussi le cas échéant soumettre leurs différends et litiges au comité consultatif de règlement amiable des litiges, (C.C.R.A.).

Dans le cas où un règlement amiable entre les parties des différends ou litiges susceptibles d'intervenir en cours d'exécution ne serait pas possible, le Tribunal Administratif compétent est :

**Tribunal Administratif de Cergy Pontoise
2-4 boulevard de l'Hautil
95027 CERGY PONTOISE Cedex.**

La monnaie de compte du marché est l'euro.

Article 14 Dérogations au CCAG-FCS

L'Article 3 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS ;

L'Article 5.1 du présent CCP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS ;

L'Article 9 du présent CCP déroge aux articles 10.1.1 et 10.2.2 du CCAG-FCS ;

L'Article 11 du présent CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.